

### LES CHIFFRES DU MOIS

Tous les membres de la LND choisis pour faire partie du gouvernement ont **+ de 60 ans**, dans un pays où **la moitié** de la population à **- de 30 ans**.  
Aung San Suu Kyi sera par ailleurs **la seule femme** du gouvernement.



La Birmanie est **l'un des 20 pays** les plus affectés par les risques environnementaux.

Un rapport montre qu'**1 décès sur 4** en Birmanie serait lié à des facteurs environnementaux : pollution de l'air, du sol, de l'eau, exposition aux produits chimiques, rayonnement ultraviolet, et changement climatique. Selon les chiffres issus de l'enquête sur l'emploi réalisée pendant le recensement de 2014, en Birmanie.

**1,7 million** d'enfants âgés de **10 à 17 ans** travaillent au lieu d'aller à l'école.

Cela représente **1 enfant sur 5**, privé de l'éducation qui aurait pu lui permettre de profiter d'une meilleure sécurité de l'emploi dans l'avenir.



### LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

#### POINT SPECIAL TRANSITION DU POUVOIR :

**Élections du président et des deux vice-présidents.** Le 10 mars, les deux chambres du Parlement ont chacune nommé un candidat à la présidence de la Birmanie. Les parlementaires militaires – qui disposent d'un quart des sièges et le droit de choisir un candidat – ont sélectionné le 3ème. Le Parlement National s'est ensuite réuni au complet pour élire, parmi ces 3 prétendants, le président ainsi que le 1er et le 2nd vice-président du pays. Le 15 mars, Htin Kyaw, membre de la Ligue Nationale pour la Démocratie et vieil ami d'Aung San Suu Kyi a été élu avec 360 des 652 voix. Le candidat désigné par les militaires, Myint Swe a obtenu 216 voix, devenant ainsi le 1er vice-président. Henry Van Thio, candidat LND n'a réuni que 79 voix, il sera ainsi le 2nd vice-président.



La Constitution prévoit qu'en cas de décès, démission, maladie ou pour toute autre raison impliquant la vacance du cabinet du Président, le 1er vice-président occupera ce poste jusqu'à ce qu'une nouvelle nomination soit organisée. Le 30 mars, Htin Kyaw, membre de la Ligue Nationale pour la Démocratie et vieil ami d'Aung San Suu Kyi a prêté serment devenant ainsi président de la Birmanie.

**La LND réorganise les ministères et désigne les nouveaux ministres.** Le 22 mars le nouveau gouvernement de Birmanie a désigné 18 ministres lors d'une session parlementaire. Aucun des décideurs politiques présents n'a fait part d'objection quant aux noms proposés. Le nouveau gouvernement a décidé de réduire le nombre de Ministère à 21, alors que sous le gouvernement précédent ils étaient 30. Certains ont été abolis comme le Ministère du sport, des transports ferroviaires, ou de la coopération tandis que d'autres ont été fusionnés comme la culture et les affaires ethniques ou l'électricité et l'énergie. Trois de ces ministères – la Défense, l'intérieur et les frontières – seront contrôlés par les militaires qui ont désigné leurs propres ministres.



#### **Aung San Suu Kyi ne sera pas présidente mais s'octroie toujours plus de pouvoir.**

Le 23 mars, Aung San Suu Kyi a prêté serment pour prendre la tête de quatre ministères : l'éducation, l'énergie, les relations avec la présidence et les affaires étrangères. Ce dernier poste lui permet notamment de siéger au Conseil National de Défense et de Sécurité dominé par les militaires. Le 31 mars, la LND a annoncé qu'elle allait créer un poste qui ferait d'Aung San Suu Kyi la « Conseillère d'État » du pays, lui permettant de compter sur une position officielle pour « faire le lien entre le gouvernement et le Parlement ». Le projet de loi autoriserait Aung San Suu Kyi à avoir un rôle consultatif auprès des partis politiques et des organisations. Il s'agit du premier projet de loi qui a été inscrit à l'ordre du jour du Parlement. Début avril, Aung San Suu Kyi a finalement renoncé aux ministères de l'Éducation et de l'énergie, toutefois beaucoup estiment toujours que trop de

pouvoirs ont été placés entre ses mains. Les militaires ont également déclaré qu'elle «serait la personne la plus puissante du gouvernement » et ont annoncé leur intention de s'opposer au projet de loi, arguant qu'il était inconstitutionnel. La LND détenant la majorité au Parlement, le projet a toutefois été adopté et signé par le président début avril.



**Le nouveau gouvernement prend le pouvoir sans que l'armée ne s'y oppose.** Le cérémonie officielle du transfert du pouvoir entre l'administration du Président Thein Sein et le nouveau gouvernement de la LND a eu lieu le 30 mars à Nay Pyi Daw, menée par le Président Htin Kyaw et la leader du Parti Aung San Suu Kyi. Htin Kyaw est le premier président civil depuis que les militaires ont pris le pouvoir en 1962. Le nouveau gouvernement a officiellement prit le pouvoir le 31 mars, après des mois de transition avec les militaires. Le Chef des armées a déclaré que l'armée souhaitait coopérer avec le nouveau gouvernement mais qu'il était essentiel que les militaires conservent un « rôle majeur » en politique.

**La LND désigne les premiers ministres de chaque État.** La LND qui, avait fait savoir qu'elle ne choisirait que des candidats internes au parti, n'a pas changé d'avis, au plus grand mécontentement des minorités ethniques. Le parti a fait l'objet de vives critiques notamment dans les États d'Arakan, Shan et Kachin dans lesquels la LND ne dispose pas de la majorité dans les assemblées régionales. Des manifestations ont été organisées dans l'Arakan et la branche politique de L'armée de Libération pour l'Arakan a publié une déclaration demandant à ce que le parti Arakanais qui contrôle 23 des 47 sièges puisse choisir son premier ministre. Dans l'État Kachin, le président du parti ethnique principal a déclaré que son parti coopérerait avec la LND si celle-ci se dédiait au développement de l'État Kachin. Il a toutefois rajouté que toute tentative de contrôle du Parlement régional par le premier ministre LND pourrait ralentir le processus d'octroi des budgets et de mise en place des projets et ainsi entraver la réconciliation nationale.

### AUTRES EVENEMENTS MARQUANT DU MOIS

#### **Après 3 ans, l'État d'urgence est levé dans l'État d'Arakan.**

Le 29 mars, le gouvernement sortant a annoncé, à la surprise de tous qu'il mettait fin à l'État d'urgence déclaré dans la région en 2012, lorsque les tensions interreligieuses avaient éclatées et menées à des centaines de morts et 140 000 déplacés, principalement de la minorité musulmane des Rohingyas. Pour expliquer cette décision, le Président Thein Sein a déclaré « aucune menace contre la vie et les propriétés du peuple n'a été trouvée ». Les réactions à cette annonce ont été très diverses. Un représentant arakanais a déclaré qu'il était trop tôt, tandis qu'un représentant Rohingya a salué l'avancée tout en appelant à des meilleures conditions de vie pour les déplacés et les communautés musulmanes.



**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

La rapporteur spécial pour les Droits de l'Homme en Birmanie avait recommandé au nouveau gouvernement de lever les restrictions visant les Rohingyas dans les 100 premiers jours de son mandat. Pour Human Rights Watch, la levée de l'État d'urgence doit être suivie par la levée des mesures discriminatoires.



**Le Ministère de l'immigration a annoncé son intention d'accorder la citoyenneté à plus de 60 000 « Mong Wong », le 11 mars.** Cette minorité chinoise vit dans le district de Kutkai, dans l'État Shan et aura désormais la possibilité de voter et de bénéficier d'autres droits auquel ils n'avaient pas accès avant. Ce geste du gouvernement de Thein Sein peut être vu comme une tentative des militaires de s'assurer l'allégeance de certains groupes ethniques dans la région. En effet ce groupe s'est vu attribué la citoyenneté tandis que d'autres de la région n'ont pas même été consultés. Cette décision du gouvernement pourrait ainsi contribuer à diviser les groupes ethniques.

**Conflits armés : les affrontements et abus contre les civils continuent.** Au mois de mars, bien que les hostilités entre groupes ethniques armés et armée birmane aient été moins importantes que les mois précédant, des affrontements ont eu lieu dans l'État Shan et l'État d'Arakan. Des violations des Droits de l'Homme ont également été commises contre les civils : arrestations, condamnations et détentions arbitraires de groupe de villageois. 12 hommes ont par exemple été condamnés à des peines de 3 à 5 ans de prison en vertu de la loi sur les organisations illégales pour leurs liens présumés avec l'Armée d'Arakan (il s'agit d'une des lois répressives les plus utilisées pour accuser en toute simplicité les minorités ethniques).



**Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Birmanie a présenté son 3ème rapport devant le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies le 14 mars.** Celui-ci souligne « les défis considérables » auquel le nouveau gouvernement devra faire face en termes de Droits de l'Homme. Il ajoute que sans amendement de la Constitution de 2008, la mise en place d'un véritable État de Droit en Birmanie ne sera pas possible. Dans ses recommandations, Yanghee Lee a appelé le gouvernement sortant à libérer tous les prisonniers politiques avant la fin de son mandat mais celui-ci ne l'a pas pris en compte. Elle a également appelé le nouveau gouvernement à condamner publiquement les discriminations à l'encontre des minorités ethniques.

**LES FOCUS DU MOIS****BIRMANIE : PORTRAITS DU PRÉSIDENT ET DES DEUX VICE-PRÉSIDENTS ÉLUS****Président Htin Kyaw: ami d'enfance d'Aung San Suu Kyi et ancien prisonnier politique**

Htin Kyaw, membre du comité exécutif de la LND est un ami de longue date et le confident d'Aung San Suu Kyi. Les médias l'ont décrit comme « son chauffeur » ce qui est assez éloigné de la réalité. Htin Kyaw a étudié les sciences économiques à l'Université de Rangoun et l'informatique à l'Université de Londres. Il a occupé un poste de professeur à l'université puis plusieurs postes au sein du Ministère de l'Industrie puis du Ministère de l'économie. Il a été emprisonné pendant 4 mois en 2000 pour avoir aidé Aung San Suu Kyi lorsqu'elle était sous résidence surveillée.

Htin Kyaw a ensuite travaillé en tant que directeur de la Fondation Daw Khin Kyi, fondée en hommage à la mère d'Aung San Suu Kyi. Le père de Htin Kyaw était écrivain et poète et l'un des candidats aux élections de 1990. Sa femme, Su Su Lwin, est la fille d'un des fondateurs de la LND et a été élue parlementaire LND en novembre. Il a la réputation d'être un homme sérieux et honnête, mais beaucoup d'activistes estiment qu'il n'a pas les compétences ni l'expérience politique nécessaire pour faire face aux militaires. Une chose est sûre, sa loyauté pour Aung San Suu Kyi est totale, il devrait donc suivre à la lettre ses consignes.

**Vice-président Myint Swe: Un militaire à l'origine de répressions brutales, sur la liste noire des USA**

Le général Myint Swe est un proche de l'ancien dictateur Than Shwe. Diplômé de l'Académie des Services de Défense en 1971, il a occupé de nombreux postes militaires avant de devenir le Chef de la sécurité des affaires militaires. Pendant la révolution de safran, il était responsable du renseignement militaire. Une douzaine de manifestants sont morts et des milliers ont été arrêtés sous ses ordres. Il a également ordonné la répression des manifestations étudiantes de mars 2015 (une cinquantaine d'étudiants sont toujours en prison).



En 2012, il a été disqualifié de la vice-présidence du pays car son gendre possédait la nationalité australienne, le rendant incompatible avec l'article 59F de la constitution – qui empêche également Aung San Suu Kyi d'accéder à la présidence. Toutefois, il a été autorisé à se présenter en 2016, car son gendre aurait renoncé, avant 2016, à sa nationalité australienne. Il est toujours sujet aux sanctions américaines.

Les activistes le considère comme un militaire de « la ligne dure », c'est-à-dire faisant partie des proches de la junte les plus récalcitrants aux changements et les plus extrêmes.

### **Vice-Président Henry Van Thio : Un représentant de la minorité Chin au lourd passé militaire et commercial**

Henry Van Thio un parlementaire de la LND est originaire de l'État Chin. Cet État, situé à l'ouest du pays, majoritairement chrétien, est le plus pauvre de Birmanie. C'est la première fois qu'un membre de la communauté Chin accède à un tel poste. Ancien officier de l'armée, il a occupé des positions militaires à au moins 7 endroits en Birmanie. Après être entré dans la fonction publique, il aurait dirigé une usine de tabac à Mandalay et intégré le ministère de l'Industrie. Il a été l'un des plus proches collaborateurs de U Aung Thaung, le ministre de l'Industrie sous la junte et un homme détesté par le peuple birman pour avoir été à l'origine de violence et de corruption. Henry Van Thio est devenu un homme d'affaires proche des militaires qui aurait « gagné beaucoup d'argent pour lui-même ».



Il a étudié le droit à l'Université de Rangoun et aux Philippines mais n'a presque pas d'expérience politique. Il n'est membre du parti de la LND que depuis peu et serait un inconnu pour la grande majorité des parlementaires. Par ailleurs, bien qu'Aung San Suu Kyi l'ait choisi, ils n'ont fait connaissance qu'un mois avant sa nomination.

Beaucoup d'activistes estiment qu'il s'agit d'une nomination symbolique. Aung San Suu Kyi aurait cherché à plaire aux minorités ethniques et à montrer sa volonté d'œuvrer pour la réconciliation nationale. Mais hormis, pour le peuple Chin, Henry Van Thio ne fait pas partie des leaders ethniques appréciés.

### **MARGES DE MANŒUVRES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT LND**



**La LND bénéficie d'un soutien populaire et international infaillible.** La LND a remporté 78 % des voix en jeu lors du scrutin de novembre, lui permettant de compter sur 59% des sièges au Parlement contre 6% en 2012. Cela lui permettra de choisir le président et l'un des deux vice-présidents le 10 mars. Mais surtout, le peuple, y compris les minorités ethniques, a suivi les yeux fermés les consignes de vote d'Aung San Suu Kyi, dont le parti n'avait pourtant pas de programme électoral précis et comptait sur des candidats peu qualifiés. Cette victoire écrasante ne peut plus être ignorée par l'armée et la LND incarne désormais crédibilité et légitimité aux yeux de la communauté internationale. Aung San Suu Kyi devra composer avec l'armée, mais pour la première fois, l'armée devra également compter avec elle.



**Un espace politique pour renforcer l'État de Droit et les réformes.** Une partie non négligeable des décideurs politiques et des autorités birmanes de ce nouveau mandat n'a pas été élue, il ne s'agit donc pas d'un processus pleinement démocratique, mais celui-ci pourra se démocratiser avec l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. La LND disposera en effet d'un espace important pour élargir les libertés politiques, renforcer l'État de Droit, mettre en place des réformes sociales et économiques au profit de la population et améliorer les relations entre le peuple et le gouvernement. Le président aura en effet le pouvoir de désigner la majorité des cabinets ministériels, le président de la Cour Suprême, et les premiers ministres de chacun des états et divisions.

La LND aura également le contrôle du processus législatif, de la nomination des présidents du Parlement à la composition des comités parlementaires et au contenu des projets de lois présentés. La LND sera donc en mesure de passer ou d'amender les lois qu'elle souhaitera, et notamment le budget national annuel.

**L'interprétation de la Constitution.** Bien que la LND ne puisse pas changer la constitution sans le support des parlementaires militaires, elle aura la responsabilité de désigner les neuf membres du Tribunal Constitutionnel, en charge de l'interprétation de celle-ci. Étant donné l'ambiguïté de certains articles, cela pourrait être un réel instrument pour élargir l'espace démocratique.



**La LND est composée d'anciens membres des organisations de la société civile birmane et devrait davantage travailler avec elles.** Elle connaît leurs recommandations et a tout à fait conscience des attentes de la communauté internationale. Il y a donc un réel espoir pour les organisations de la société civile qu'il sera plus simple de travailler avec le gouvernement et les parlementaires de la LND. Elles estiment que la LND est beaucoup plus engagé que l'USDP ne l'a jamais été et que le gouvernement, comme le Parlement, les écouteront davantage. Sur 1 120 parlementaires élus, 110 sont par exemple d'anciens prisonniers politiques et devraient particulièrement sensibles à ces thématiques. De plus, la LND s'est engagé à ce que son gouvernement ne reprenne pas les mauvaises habitudes issues de la junte militaire, comme la corruption.